Santé

« L'accélération du changement climatique menace la survie de nos enfants »

Par Violaine Colmet Daâge
26 octobre 2022 à 14h36, Mis à jour le 27 octobre 2022 à 09h24
Durée de lecture : 8 minutes

Les États soutiennent massivement les énergies fossiles, pourtant largement responsables du changement climatique. Et ce, au détriment de notre santé, détaille le rapport scientifique The Lancet Countdown. Des solutions existent.

« Nous devons changer. Sinon, nos enfants seront confrontés à une accélération du changement climatique qui menacera leur survie, » affirme Anthony Costello, professeur et coprésident du *Lancet Countdown*. Cette septième édition publiée le 26 octobre, rédigée par une centaine de scientifiques issus de cinquante-et-une institutions de recherche (dont l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale de météorologie), dresse un bilan sombre de l'avenir de l'humanité.

Tous les voyants sanitaires sont au rouge vif : de l'insécurité alimentaire aux pathologies infectieuses, en passant par les maladies associées aux vagues de chaleur, à la précarité énergétique et à la pollution atmosphérique, toutes sont en croissance. Et les systèmes de santé sont sous pression. Les scientifiques ont mis à jour quarante-trois indicateurs de santé et se sont penchés longuement sur les effets sanitaires des industries fossiles. Ils dénoncent, chiffres à l'appui, les effets du manque d'ambition des entreprises et des gouvernements, qui compromettent la possibilité pour les générations futures à vivre dans un environnement sain. *« La crise climatique nous tue*, a réagi António Guterres, secrétaire général de l'ONU. *Elle nuit non seulement à la santé de notre planète, mais aussi à celle de tous ses habitants. »*

Aucun pays n'est épargné par le changement climatique et par ses effets sur la santé. *« Les systèmes de santé constituent la première ligne de défense pour la prise en charge des répercussions sur la santé physique et mentale des phénomènes météorologiques extrêmes et des autres effets du changement climatique*, dit Kristie Ebi, directrice du groupe de travail sur l'adaptation, la planification et la résistance pour la santé du *Lancet Countdown*. *Mais ces systèmes gèrent difficilement le fardeau de la pandémie de Covid-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'autres défis, ce qui met en danger des vies, aujourd'hui et demain. »*

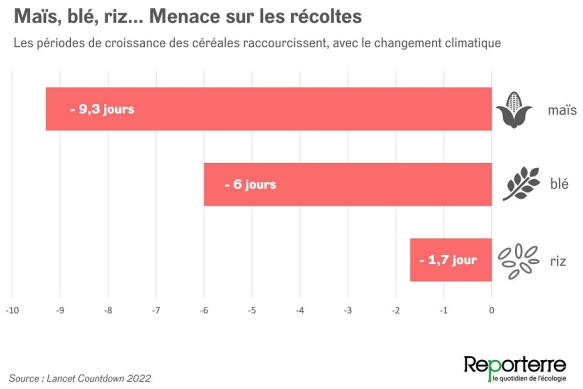
Pour la première fois, les scientifiques ont proposé neuf analyses régionales (Europe, Asie, Afrique, Amérique du Sud, Royaume-Uni, Inde, Égypte, Canada, Antilles), publiées le même jour dans *The Lancet Public Health*.

Insécurité alimentaire, chaleur extrême, maladies infectieuses

À l'instar des précédentes éditions, les chercheurs ont réalisé un état des lieux. Le changement climatique a des effets délétères sur *« tous les piliers de la sécurité alimentaire »*, préviennent d'abord les chercheurs. Les rendements agricoles sont menacés, notamment parce que les périodes de croissance ont chuté en moyenne de 9,3 jours pour le maïs, de 1,7 jour pour le riz et de 6 jours pour le blé. À l'échelle mondiale, alors que les objectifs du développement durable prévoyaient une ambition *"zéro faim dans le monde"* à l'horizon 2030, on comptait en 2020 98 millions de personnes supplémentaires en insécurité alimentaire par rapport à la période 1981-2010. La superficie des terres touchées par la sécheresse a grimpé de 29 % depuis les années 1950. En Europe, près de 55 % des terres en ont été affectées au cours de la dernière décennie.

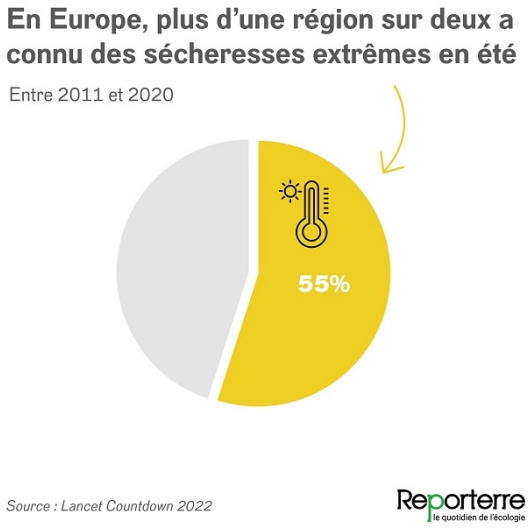
Conséquence directe : la malnutrition et la sous-nutrition progressent. *« Cette situation s'avère tout particulièrement inquiétante quand nous constatons que, cette année encore, les chaînes d'approvisionnement*

mondiales en nourriture se sont révélées être extrêmement vulnérables aux crises, ce qui se traduit par une augmentation rapide du prix de la nourriture, et donc de l'insécurité alimentaire », dit Elizabeth Robinson, directrice du groupe de travail du *Lancet Countdown* sur les répercussions du changement climatique.



© Clarisse Albertini / Reporterre

Autre effet préoccupant, l'exposition aux températures extrêmes. En vingt ans, celle-ci a crû de 4,4 jours supplémentaires par an pour les enfants de moins d'un an et de 3,2 jours pour les plus de 65 ans. Les pays du Sud sont largement plus touchés : en Égypte, où aura lieu la COP27 dans quelques jours, elle a crû respectivement de 7,3 et 11,7 jours. En deux décennies, les décès liés à la chaleur ont aussi bondi de 68 %, ont établi les scientifiques. En Europe, cela se traduit concrètement par quinze décès supplémentaires par million d'habitants par an, soit chaque année quelque 900 morts supplémentaires liées à la chaleur en France. Les pays du Sud sont là aussi plus durement touchés : en Afrique, ce chiffre a plus que doublé en vingt ans, avec une hausse de 115 % (et même de 159 % en Égypte). En outre, la chaleur favorise la précarité des populations, notamment dans les pays à faibles revenus : les scientifiques estiment qu'une chute de 4,2 % du PIB africain est imputable à la chaleur (et de 1,1 % en Égypte).



© Clarisse Albertini / Reporterre

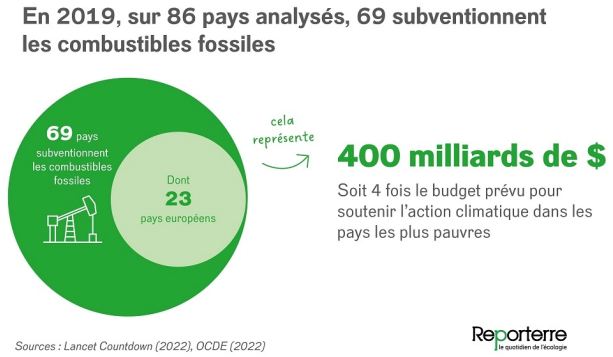
Les maladies infectieuses ne cessent aussi de progresser. La durée de transmissibilité de la malaria a ainsi bondi de 32 % dans les zones en altitude des Amériques et de 14,9 % en Afrique [1].

Des États privilégient les fossiles sur la santé

En plus de dresser un bilan sanitaire, les scientifiques dénoncent l'inaction climatique, responsable de millions de morts chaque année. Pire, ils montrent que certains gouvernements privilégient les énergies fossiles à la santé de leur propre population.

Sur 86 États analysés, les chercheurs notent que 69 subventionnent les industries fossiles pour un budget total de 400 milliards de dollars (400 milliards d'euros). Quinze pays européens dépensent ainsi chaque année plus d'un milliard d'euros à

cet effet. Un budget colossal que les chercheurs ont mis en regard des budgets nationaux consacrés à la santé. Ils ont ainsi découvert que cinq pays dépensent davantage en subventions pour l'industrie fossile que pour la santé de leur population. C'est par exemple le cas de l'Égypte dont les subventions aux fossiles correspondent à 109 % du budget santé. Et 31 pays dépensent plus de 10 % de leur budget santé pour les fossiles.



© Clarisse Albertini / Reporterre

Les chercheurs soulignent en outre le danger des stratégies des quinze plus grosses entreprises pétrolières et gazières. Selon les projections des chercheurs, celles-ci dépasseront leur budget carbone compatible avec un maintien de la température en deçà de 1,5 °C de 37 % en 2030 et de 103 % en 2040 ! Une stratégie délétère qui leur a permis d'engranger des bénéfices record cette année, dénoncent-ils.

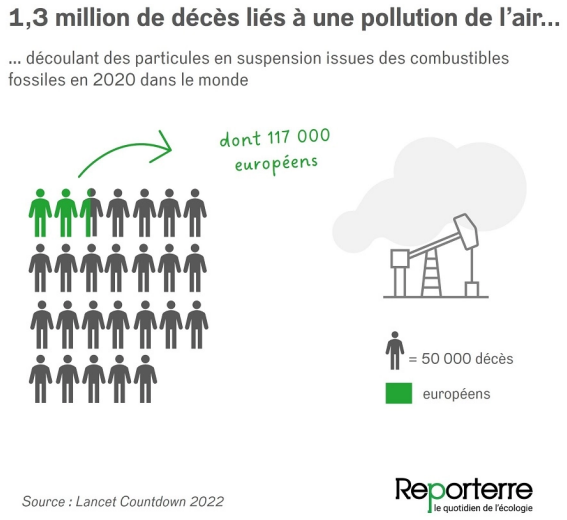
À l'échelle mondiale, l'évolution du système énergétique reste problématique. *« L'intensité en carbone du système énergétique mondial (secteur qui contribue le plus aux émissions mondiales de gaz à effet de serre) a diminué de moins de 1 % par rapport aux niveaux de 1992 »*, écrivent les chercheurs. À ce rythme, il faudrait 150 ans pour décarboner l'ensemble de la société, estiment-ils. En Europe, la tendance s'accélère toutefois. Elle pourrait atteindre une décarbonation quasi complète en dix ans, expliquent-ils. Si 12 % de l'énergie provient encore du charbon, 21 % de l'électricité européenne provient des renouvelables, avec une amélioration notable pour l'éolien au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni et pour le solaire en Allemagne, en Grèce et en Italie.

La dépendance aux énergies fossiles et l'inégalité d'accès aux énergies propres à travers le monde sont aussi sources de précarité énergétique et de pollution. La combustion de la biomasse (bois ou fumier) est notamment responsable de pollution à l'intérieur des foyers (en particules fines de diamètre inférieur à 2,5 micromètres, soit les PM2,5). Près d'un tiers de la population mondiale (31 %) y a recours pour un usage domestique, et même 96 % dans les pays à faibles revenus. À l'échelle mondiale, les concentrations en particules PM2,5 sont en moyenne 30 fois plus élevées que les recommandations de l'OMS. Dans les régions africaines rurales, elles atteignent même 33 fois ce seuil.

« Obliger rapidement les compagnies énergétiques à adopter les combustibles propres »

Face à cette succession de chiffres alarmants, des solutions existent et des politiques *« centrées sur la santé »* offrent des *« lueurs d'espoir »*, notent les auteurs. *« Une réponse centrée sur la santé aux crises actuelles de l'énergie, du coût de la vie et climatique permettrait d'obliger rapidement les compagnies énergétiques à adopter les combustibles propres. Les pays*

atteindraient bientôt un taux d'émissions de gaz à effet de serre nul, ce qui nous laisserait entrevoir un avenir caractérisé par le développement durable, des environnements sains et l'équité en matière de santé, tout en améliorant la sécurité énergétique et en ouvrant la voie à la reprise économique », espèrent les auteurs.



© Clarisse Albertini / Reporterre

Moins d'un tiers des 3 100 milliards dépensés pour répondre à la crise du Covid permettrait de lutter contre la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre. Et d'éviter 1,3 millions de décès associés à la mauvaise qualité de l'air. Miser sur une alimentation végétale et plus équilibrée aurait aussi un effet substantiel sur le climat et la santé. Cela permettrait de réduire de 55 % les émissions du secteur agricole et d'éviter au moins 11,5 millions de décès liés aux régimes alimentaires, tout en limitant le risque zoonotique. Enfin, construire des villes résilientes aux changements climatiques devient une nécessité. Seules un quart des villes (27 %) sont adaptés au défi climatique. Elles sont moins nombreuses en Afrique (17 %) et en Égypte (22 %). *« Responsable de 5,2 % des émissions mondiales, [le secteur de la santé] a fait preuve d'un impressionnant leadership climatique*, pointent enfin les auteurs. *Soixante pays se sont engagés à effectuer une transition vers des systèmes de santé résilients au changement climatique et/ou neutres en carbone ou à faible impact dans le cadre du programme de santé de la COP26 »*, concluent-ils.

Après cet article

Loi Climat

Les trop « petits gestes » du ministère sur la rénovation énergétique

Notes

[1] Entre 2012 et 2021, par rapport à la période 1951-1960.